



Assemblée générale

Distr. générale
27 janvier 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 125 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental****Financement de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

On trouvera dans le présent document le rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998. Par ses résolutions 51/2 B du 13 juin 1997 et 52/228 A du 31 mars 1998, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant brut total de 47 402 100 dollars (montant net : 44 419 700 dollars) au titre du fonctionnement de la MINURSO pour cette période.

Au cours de la période considérée, les dépenses totales se sont élevées à un montant brut de 40 878 900 dollars (montant net : 39 062 500 dollars), d'où un solde inutilisé d'un montant brut de 6 523 200 dollars (montant net : 5 357 200 dollars). Ce solde est dû essentiellement à un retard dans le déploiement du personnel des contingents et à des retards initiaux dans le déploiement du personnel civil.

En ce qui concerne le financement de la MINURSO, l'Assemblée générale doit se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé d'un montant brut de 6 523 200 dollars (montant net : 5 357 200 dollars) qui s'est dégagé à l'issue de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–8	3
II. Généralités	9–12	4
III. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	13–15	4
IV. Décision devant être prise par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session	16	6
 Annexes		
I. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 : tableau récapitulatif		7
II. Renseignements complémentaires sur les principaux écarts		9
III. Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel civil et militaire pendant la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998		13
IV. Montants répartis et dépenses pendant la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998		15

I. Introduction

1. La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été créée par le Conseil de sécurité en vertu de sa résolution 690 (1991) du 29 avril 1991.
2. Le budget initial de la MINURSO pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 figure dans le rapport du Secrétaire général en date du 4 février 1997 (A/51/763/Add.1). Il était d'un montant brut de 29 107 800 dollars (montant net : 27 308 400 dollars). Il avait été établi sur la base des dépenses de fonctionnement prévues compte tenu de la réduction des effectifs de la composante militaire et de la police civile, autorisée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1056 (1996) du 29 mai 1996.
3. Par sa résolution 51/2 B du 13 juin 1997, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 30 229 800 dollars (montant net : 28 430 400 dollars) au titre du fonctionnement de la MINURSO pour la même période, dont 1 122 000 dollars à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.
4. Ultérieurement, par sa résolution 1133 (1997) du 20 octobre 1997, le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de commencer à identifier les personnes habilitées à participer au référendum, afin que le processus puisse s'achever d'ici au 31 mai 1998, à augmenter les effectifs de la MINURSO et à proroger son mandat jusqu'au 20 avril 1998. Sur cette base, le Secrétaire général a présenté pour la période considérée un budget révisé d'un montant brut de 48 078 900 dollars (montant net : 44 572 500 dollars), dans le document A/52/730. En attendant la présentation du budget révisé, le Contrôleur avait obtenu l'accord du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour engager des dépenses d'un montant total brut de 9 300 500 dollars (montant net : 8 478 100 dollars) pour la période du 1er novembre 1997 au 31 mars 1998.
5. Par sa résolution 1148 (1998) du 26 janvier 1998, le Conseil de sécurité a par ailleurs approuvé le déploiement d'une unité de génie appelée à entreprendre des activités de déminage et du personnel administratif supplémentaire nécessaire.
6. À la suite de cette décision, le Secrétaire général a présenté, dans le document A/52/730/Add.2, un budget révisé actualisé pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 d'un montant brut de 47 402 100 dollars (montant net : 44 419 700 dollars) qui tenait compte des ressources supplémentaires nécessaires au titre des activités de déminage et dans lequel les ressources additionnelles initialement prévues au titre du processus d'identification dans un précédent rapport (A/52/730) étaient revues à la baisse.
7. Par sa résolution 52/228 A du 31 mars 1998, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 17 172 300 dollars (montant net : 15 989 300 dollars) au titre du fonctionnement de la MINURSO pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, en sus du crédit d'un montant brut de 30 229 800 dollars (montant net : 28 430 400 dollars) qu'elle avait déjà ouvert par sa résolution 51/2 B. Le montant brut total des crédits ouverts pour la période considérée s'élevait donc à 47 402 100 dollars (montant net : 44 419 700 dollars). Ces montants ont été mis en recouvrement auprès des États Membres.
8. Par sa résolution 1215 (1998) du 17 décembre 1998, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 janvier 1999.

II. Généralités

9. On trouvera des renseignements sur les activités de la MINURSO et sur la situation sur le terrain pendant la période considérée dans les rapports présentés par le Secrétaire général au Conseil de sécurité les 24 et 25 septembre 1997 (S/1997/742 et Add.1), 13 et 19 novembre 1997 (S/1997/882 et Add.1), 15 janvier 1998 (S/1998/35), 13 avril 1998 (S/1998/316), 18 mai 1998 (S/1998/404), 18 juin 1998 (S/1998/534) et 10 juillet 1998 (S/1998/634) et dans la lettre qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité le 13 décembre 1997 (S/1997/974).

10. Au cours de la période considérée, la MINURSO a continué de surveiller le cessez-le-feu et d'en vérifier l'application au moyen de patrouilles terrestres quotidiennes et de missions de reconnaissance par hélicoptère. Les ressources inscrites au budget de la Mission au titre de cette activité ont été utilisées selon les paramètres prévus à l'origine.

11. En application de la résolution 1133 (1997) du Conseil de sécurité, la Mission a pris une série de mesures administratives et logistiques pratiques pour permettre la reprise des activités d'identification, le 3 décembre 1997, à savoir notamment la mise en place du personnel chargé de l'identification et le rétablissement de la police civile, l'acquisition de matériel de transmissions et de véhicules supplémentaires et l'achèvement de projets de rénovation et de petits projets de construction. Le personnel administratif a généralement été déployé en temps voulu mais des retards ont été pris dans le déploiement du personnel d'appui de la Commission d'identification, ce qui explique en partie les soldes inutilisés signalés au titre des dépenses de personnel civil. Toutefois, à la fin du mois de décembre 1997, les effectifs de personnel civil s'établissaient au total à 266 personnes (194 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 72 agents locaux), des effectifs qui se montaient à 340 personnes (243 fonctionnaires internationaux et 97 agents locaux) à la fin du mois de juin 1998.

12. Conformément à une résolution ultérieure du Conseil de sécurité [résolution 1148 (1998)], la MINURSO a entamé les préparatifs en vue du déploiement de l'unité du génie et des équipes de déminage, qui comprenaient au total 229 personnes. Des éléments avancés des unités de génie et de déminage, ainsi que du matériel, sont arrivés dans la zone de la mission en mai 1998 mais le déploiement de la plus grande partie des deux contingents a été retardé. Il en est résulté des soldes inutilisés au titre du personnel militaire et les fonds alloués à la mise en place des centres de déminage n'ont pas été utilisés. En revanche, la construction et l'organisation d'un complexe logistique à Laayoune en prévision du déploiement des contingents a entraîné des besoins supplémentaires imprévus qui se sont traduits par des dépenses excédentaires sous la rubrique construction de locaux/bâtiments préfabriqués.

III. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

13. Comme indiqué au tableau 1, le montant brut des dépenses s'est élevé à 40 878 900 dollars (montant net : 39 062 500 dollars), dont 9 464 000 dollars d'engagements non réglés, pour des crédits totaux d'un montant brut de 47 402 100 dollars (montant net : 44 419 700 dollars) au titre du fonctionnement de la MINURSO pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998. Le solde inutilisé, d'un montant brut de 6 523 200 dollars (montant net : 5 357 200 dollars), représente, en valeur brute, 14 % du crédit total. On trouvera à l'annexe I du présent rapport des données sur l'exécution du budget ventilées par poste budgétaire et,

à l'annexe II, des renseignements complémentaires sur les principaux écarts. L'annexe IV contient un graphique qui fait apparaître les dépenses et les montants répartis, par grande catégorie budgétaire.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants répartis</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Écart</i>
Personnel militaire	9 917,7	8 880,1	1 037,6
Personnel civil	20 882,7	15 714,1	5 168,6
Dépenses opérationnelles	12 457,3	12 699,6	(242,3)
Autres programmes	40,0	–	40,0
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	–	646,7	(646,7)
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 122,0	1 122,0	–
Contributions du personnel	2 982,4	1 816,4	1 166,0
Total	47 402,1	40 878,9	6 523,2
Recettes provenant des contributions du personnel	(2 982,4)	(1 816,4)	(1 166,0)
Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–
Total net	44 419,7	39 062,5	5 357,2
Contributions volontaires en nature non budgétisées ^b	20,0	20,0	–
Total des ressources	44 439,7	39 082,5	5 357,2

^a Dont 9 464 000 dollars d'engagements non réglés.

^b Fournitures médicales données par le Gouvernement allemand.

14. Le tableau 2 contient des données sur le déploiement du personnel civil et militaire au cours de la période considérée. Le graphique correspondant figure à l'annexe III.

Tableau 2
Personnel civil et militaire : effectifs autorisés, postes occupés et pourcentage de postes vacants pendant la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

<i>Catégorie de personnel et période</i>	<i>Effectifs autorisés</i>	<i>Personnel effectivement déployé (moyenne)</i>	<i>Pourcentage de postes vacants</i>
Observateurs militaires ^a	203	200	1,5
Contingents			
1er juillet-31 octobre 1997	27	24	11,1
1er novembre 1997-31 mars 1998	27	21	22,2
1er avril-30 juin 1998	256	90	64,8

<i>Catégorie de personnel et période</i>	<i>Effectifs autorisés</i>	<i>Personnel effectivement déployé (moyenne)</i>	<i>Pourcentage de postes vacants</i>
Police civile			
1er juillet-31 octobre 1997	–	–	–
1er novembre 1997-31 mars 1998	81	67	17,3
1er avril-30 juin 1998	81	79	2,5
Personnel international			
1er juillet-31 octobre 1997	102	88	13,7
1er novembre 1997-31 mars 1998	278	205	26,3
1er avril-30 juin 1998	285	241	15,4
Personnel local			
1er juillet-31 octobre 1997	65	63	3,1
1er novembre 1997-31 mars 1998	95	77	18,9
1er avril-30 juin 1998	105	96	8,6
Observateurs de l'Organisation de l'unité africaine			
1er juillet-31 octobre 1997	2	2	–
1er novembre 1997-31 mars 1998	10	7	30,0
1er avril-30 juin 1998	10	10	–

^a Aucun changement n'a été apporté aux effectifs autorisés au cours de la période considérée.

15. Comme indiqué au tableau 2, les effectifs autorisés de la MINURSO se composaient, au 30 juin 1998, de 203 observateurs militaires, 256 membres des contingents, 81 membres de la police civile, 285 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 105 agents locaux et 10 observateurs de l'Organisation de l'unité africaine.

IV. Décision devant être prise par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session

16. En ce qui concerne le financement de la MINURSO, l'Assemblée générale doit décider de l'affectation du solde inutilisé d'un montant brut de 6 523 200 dollars (montant net : 5 357 200 dollars) correspondant à la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998.

Annexe I

Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	(1)	(2)	(3)	(4)=(1-3)
	Montants répartis	Dépenses non renouvelables	Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)	Écarts
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	5 399,8	–	5 192,1	207,7
2. Contingents	3 366,0	–	2 536,1	829,9
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	1 014,6	–	1 014,6	–
b) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	137,3	–	137,3	–
Total partiel (rubrique 3)	1 151,9	–	1 151,9	–
Total (catégorie I)	9 917,7	–	8 880,1	1 037,6
II. Personnel civil				
1. Police civile	1 417,8	–	1 143,5	274,3
2. Personnel international et personnel local	19 282,1	–	14 437,0	4 845,1
3. Personnel contractuel international	–	–	–	–
4. Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
5. Personnel fourni par des gouvernements	182,8	–	133,6	49,2
6. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total (catégorie II)	20 882,7	–	15 714,1	5 168,6
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	1 128,9	675,8	1 559,5	(430,6)
2. Remise en état des infrastructures	–	–	–	–
3. Transports	2 022,5	821,1	1 769,2	253,3
4. Opérations aériennes	6 744,4	157,0	6 379,0	365,4
5. Opérations navales	–	–	–	–
6. Transmissions	618,1	81,0	582,9	35,2
7. Matériel divers	608,6	370,3	640,3	(31,7)
8. Fournitures et services	548,0	–	983,2	(435,2)

	(1)	(2)	(3)	(4)=(1-3)
	Montants répartis	Dépenses non renouvelables	Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)	Écarts
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	750,0	749,3	749,3	0,7
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	36,8	–	36,2	0,6
Total partiel (rubrique 9)	786,8	749,3	785,5	1,3
Total (catégorie III)	12 457,3	2 854,5	12 699,6	(242,3)
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2. Programmes d'information	–	–	–	–
3. Programmes de formation	–	–	–	–
4. Programmes de déminage	40,0	–	–	40,0
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total (catégorie IV)	40,0	–	–	40,0
V. Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	–	–	646,7	(646,7)
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 122,0	–	1 122,0	–
VII. Contributions du personnel	2 982,4	–	1 816,4	1 166,0
Total (catégories I à VII)	47 402,1	2 854,5	40 878,9	6 523,2
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(2 982,4)	–	(1 816,4)	(1 166,0)
IX. Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–	–
Total (catégories VIII et IX)	(2 982,4)	–	(1 816,4)	(1 166,0)
Total brut	47 402,1	2 854,5	40 878,9	6 523,2
Total net	44 419,7	2 854,5	39 062,5	5 357,2
X. Contributions volontaires en nature non budgétisées	20,0	–	20,0	–
Total des ressources	44 339,7	2 854,5	39 082,5	5 357,2

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les principaux écarts

Personnel militaire

*Montant réparti : 9 917 700 dollars; dépenses : 8 880 100 dollars;
écart : 1 037 600 dollars*

1. Le solde inutilisé d'un montant de 1 037 600 dollars résulte d'économies réalisées au titre des observateurs militaires (207 700 dollars) et des contingents (829 900 dollars).
2. Le solde inutilisé d'un montant de 207 700 dollars au titre des observateurs militaires résulte de ce que les dépenses moyennes au titre de la relève (3 250 dollars) ont été inférieures aux estimations (4 500 dollars) et de ce que le personnel effectivement déployé (72 475 jours-personne) a été moins important que prévu (74 095 jours-personne).
3. Le solde inutilisé d'un montant de 829 900 dollars au titre des contingents résulte essentiellement du retard pris dans le déploiement des unités de génie et de déminage, qui s'est traduit par le déploiement effectif de l'équivalent de 364 mois-personne contre 800 mois-personne prévus au budget. Des économies ont également été réalisées sur les rations, les besoins ayant été moindres et le coût moyen des rations ayant été inférieur aux prévisions (7,30 dollars par jour et par personne contre 10 dollars par jour et par personne prévus au budget).

Personnel civil

*Montant réparti : 20 882 700 dollars; dépenses : 15 714 100 dollars;
écart : 5 168 600 dollars*

4. Le solde inutilisé d'un montant de 5 168 600 dollars qui apparaît sous cette rubrique est dû à des dépenses inférieures à ce qui avait été prévu au titre de la police civile (274 300 dollars), du personnel international et du personnel local (4 845 100 dollars) et du personnel fourni par des gouvernements (49 200 dollars).

Police civile

*Montant réparti : 1 417 800 dollars; dépenses : 1 143 500 dollars;
écart : 274 300 dollars*

5. Le solde inutilisé d'un montant de 274 300 dollars qui apparaît sous cette rubrique tient à ce que le nombre moyen de membres de la police civile effectivement déployés de décembre 1997 à juin 1998 (79) a été inférieur aux effectifs autorisés (81), d'où des économies au titre de l'indemnité de subsistance (missions) et de l'indemnité d'habillement et d'équipement. Des économies supplémentaires ont en outre été réalisées du fait que le coût effectif par personne du voyage jusqu'au lieu de déploiement (2 300 dollars) a été inférieur à ce qui avait été prévu (2 750 dollars).

Personnel international et personnel local

*Montant réparti : 19 282 100 dollars; dépenses : 14 437 000 dollars;
écart : 4 845 100 dollars*

6. Le solde inutilisé d'un montant de 4 845 100 dollars qui apparaît sous cette rubrique est lié essentiellement aux économies réalisées sur le traitement des fonctionnaires internationaux et sur les dépenses communes de personnel du fait que le nombre de personnes recrutées sur le plan international pour une durée limitée (personnel engagé pour une mission)

a été plus élevé que prévu. Le personnel entrant dans cette catégorie a représenté 75 à 80 % des effectifs totaux, alors que les crédits ouverts avaient été répartis sur la base de 50 %. Il en est résulté des dépenses au titre des traitements inférieures aux prévisions, les dépenses communes de personnel étant inférieures dans le cas du personnel engagé pour une mission et ce personnel ne touchant pas l'indemnité de poste applicable aux fonctionnaires en poste à New York. Des économies ont également été réalisées en raison de retards initiaux dans le déploiement du personnel chargé de l'identification.

Personnel fourni par des gouvernements

Montant réparti : 182 800 dollars; dépenses : 133 600 dollars; écart : 49 200 dollars

7. Le solde inutilisé d'un montant de 49 200 dollars qui apparaît sous cette rubrique doit être attribué à un retard initial dans le déploiement des observateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en novembre et décembre 1997, un retard qui s'est traduit par des économies au titre de l'indemnité de subsistance (missions) (28 600 dollars). Par ailleurs, l'opération d'identification ayant été poursuivie, les ressources affectées au rapatriement des observateurs n'ont pas été utilisées, d'où une économie de 20 600 dollars au titre des frais de voyage.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 12 457 300 dollars; dépenses : 12 669 600 dollars; écart : (242 300 dollars)

8. Le solde inutilisé d'un montant total de 655 200 dollars au titre des transports, des opérations aériennes, des transmissions et du fret aérien et de surface a été plus qu'annulé par des besoins supplémentaires d'un montant total de 897 500 dollars au titre des locaux et de l'hébergement, du matériel divers et des fournitures et services, ce qui s'est traduit par des dépenses supplémentaires nettes de 242 300 dollars.

Locaux/hébergement

Montant réparti : 1 128 900 dollars; dépenses : 1 559 500 dollars; écart : (430 600 dollars)

9. Des économies ont été réalisées sur les frais de location à Laayoune du fait que 30 appartements qu'il avait été prévu de louer en vue de l'opération d'identification n'ont pas été pris en location, ce qui a réduit d'autant les besoins au titre de l'aménagement des locaux, des fournitures d'entretien et des services collectifs de distribution. Ces économies ont toutefois été annulées par des dépenses supplémentaires d'un montant de 635 800 dollars au titre de la construction de locaux et de bâtiments préfabriqués du fait qu'il a fallu acheter du matériel, des matériaux de construction et les services connexes pour effectuer d'importants travaux de rénovation dans un complexe logistique de Laayoune où devaient être installés les bureaux et les logements des membres des unités de génie et de déminage. Il en est résulté des dépenses supplémentaires nettes d'un montant de 430 600 dollars.

Transports

Montant réparti : 2 022 500 dollars; dépenses : 1 769 200; écart : 253 300 dollars

10. Le solde inutilisé d'un montant de 253 300 dollars constaté sous cette rubrique s'explique essentiellement par le fait que le prix à l'unité (13 000 dollars) de 45 véhicules 4 x 4 achetés dans le cadre d'un contrat global a été inférieur au coût unitaire prévu au budget

(20 000 dollars). Des économies ont également été réalisées sur la consommation de carburant, celle-ci ayant été plus faible que prévu en raison du retard dans le déploiement des contingents et de leur matériel.

Opérations aériennes

*Montant réparti : 6 744 400 dollars; dépenses : 6 379 000 dollars;
écart : 365 400 dollars*

11. Le solde inutilisé de 365 400 dollars qui apparaît sous cette rubrique provient d'économies réalisées au titre des avions et de l'indemnité de subsistance des équipages (574 500 dollars) et en partie annulées par des dépenses supplémentaires au titre des hélicoptères (196 500 dollars) et des autres dépenses (12 600 dollars).

12. La flotte d'hélicoptères de la MINURSO au cours de la période considérée se composait de quatre appareils. La Mission disposait à l'origine de trois appareils, qui servaient notamment aux patrouilles de contrôle du cessez-le-feu, à la relève du personnel des bases d'opération, au ravitaillement et à l'évacuation sanitaire. En application de la résolution 1148 (1998) du Conseil de sécurité, un quatrième hélicoptère a été déployé vers la fin de la période pour assurer un appui aérien aux travaux de génie de la MINURSO. Le personnel des contingents ayant été déployé avec retard, des économies ont été réalisées sur le nombre d'heures de vol (2 639 heures de vol effectives contre 3 850 heures prévues). Ces économies ont toutefois été annulées par des frais d'affrètement plus élevés et par des dépenses supplémentaires au titre du déploiement des appareils et de la peinture, le contrat correspondant ayant été modifié au cours de la période. Il en est résulté des dépenses supplémentaires d'un montant de 196 500 dollars au titre des hélicoptères.

13. La flotte d'avions de la Mission se composait de quatre appareils Antonov AN-26, dont deux ont été utilisés du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 pour répondre aux besoins opérationnels de la Mission. En décembre 1997, un troisième appareil AN-26 a été déployé à la suite de la reprise des activités d'identification, pour assurer le transport des chioukh, des représentants des parties et du personnel de la MINURSO. Un quatrième appareil AN-26 a également été loué pour une période de deux mois, en mai et juin 1998, à la suite de la prolongation des activités d'identification dans le nord du Maroc et en Mauritanie. Le solde inutilisé d'un montant de 573 900 dollars qui figure sous cette rubrique s'explique par les économies qui ont été réalisées du fait que le nombre effectif d'heures de vol (2 476) a été inférieur à ce qui avait été prévu (3 750). Il a été en partie annulé par des dépenses supplémentaires au titre des frais de location et d'affrètement, de déploiement, et de peinture et de préparation entraînés par la location du quatrième appareil et par une modification des dispositions contractuelles applicables aux trois autres appareils au cours de la période.

Fournitures et services

*Montant réparti : 548 000 dollars; dépenses : 983 200 dollars;
écart : (435 200 dollars)*

14. Le dépassement de 435 200 dollars constaté sous cette rubrique correspond à des dépenses supplémentaires au titre des services divers (373 300 dollars) et au titre des fournitures diverses (61 900 dollars).

15. Des frais bancaires plus élevés que prévu et l'enregistrement de pertes de change dans les comptes de la Mission se sont traduits par des dépenses supplémentaires d'un montant de 373 300 dollars au titre des services divers.

16. Dans la rubrique des fournitures diverses, des économies ont été réalisées au titre des fournitures médicales, en partie grâce à un don du Gouvernement allemand qui a livré à titre de contributions volontaires des fournitures médicales d'un montant estimatif total de 20 000 dollars. Ces économies ont toutefois été annulées par des dépenses supplémentaires entraînées par l'achat de pellicules photo et de fournitures connexes nécessaires à l'identification et de 149 bâches antiprojectiles destinées à protéger les véhicules en vue des opérations de déminage.

Autres programmes

Programmes de déminage

Montant réparti : 40 000 dollars; dépenses : néant; écart : 40 000 dollars

17. Le déploiement des contingents de déminage ayant été retardé, le matériel et les fournitures destinés à la mise en place de trois cellules d'information sur les mines n'ont pas été achetés au cours de la période considérée.

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi

Montant réparti : néant; dépenses : 646 700 dollars; écart : (646 700 dollars)

18. Les dépenses d'un montant de 646 700 dollars inscrites sous cette rubrique correspondent à la participation de la Mission aux dépenses de fonctionnement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour la période considérée, calculée conformément à la résolution 52/1 A de l'Assemblée générale en date du 15 octobre 1997.

Contributions du personnel

*Montant réparti : 2 982 400 dollars; dépenses : 1 816 400 dollars;
écart : 1 166 000 dollars*

19. Le solde inutilisé qui apparaît sous cette rubrique est dû au fait que le nombre moyen de membres du personnel international et du personnel local déployés pendant la période a été moins important que prévu.

Recettes provenant des contributions du personnel

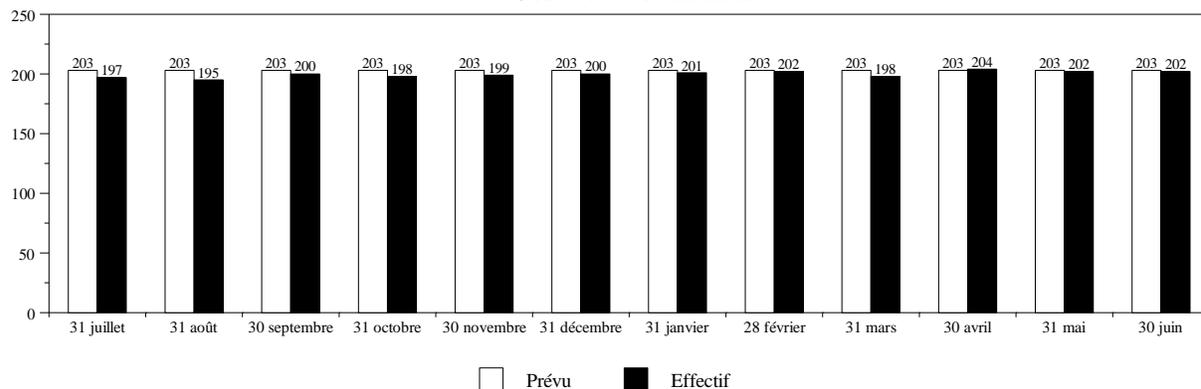
*Montant réparti : (2 982 400 dollars); dépenses : (1 816 400 dollars);
écart : (1 166 000 dollars)*

20. Ce montant est la contrepartie du montant indiqué au paragraphe 19 ci-dessus.

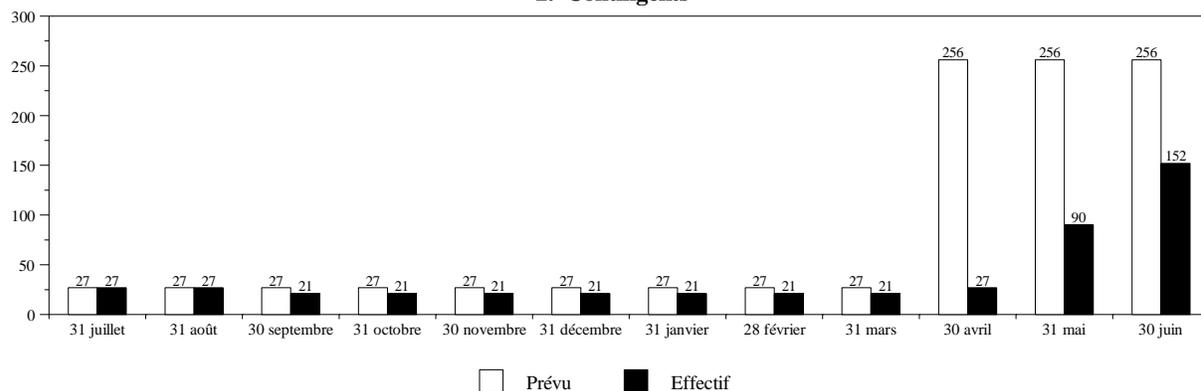
Annexe III

Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel civil et militaire pendant la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

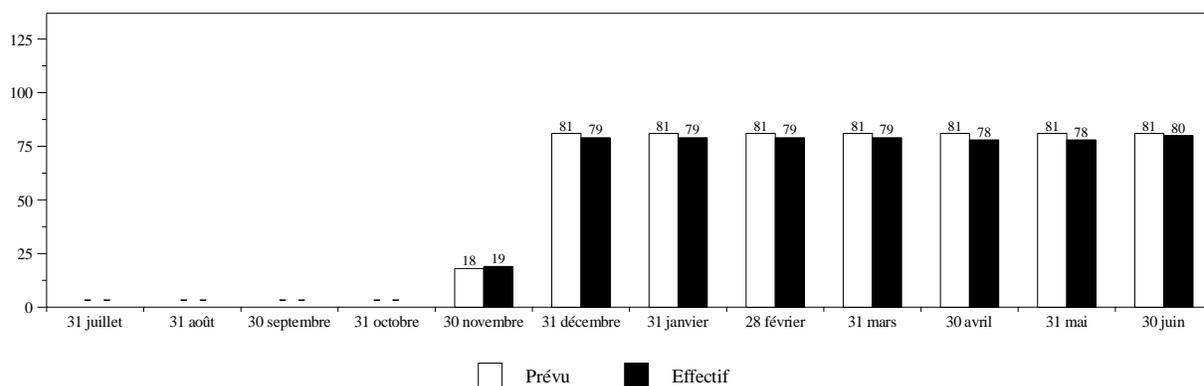
1. Observateurs militaires



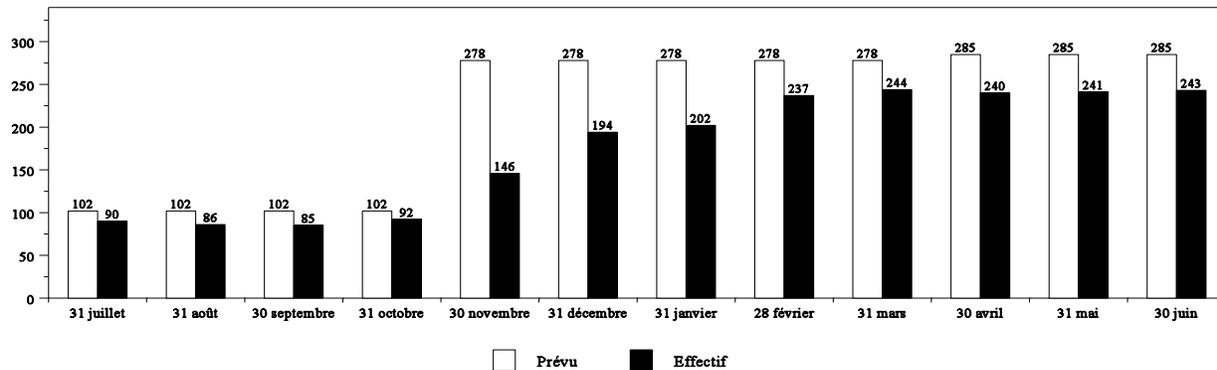
2. Contingents



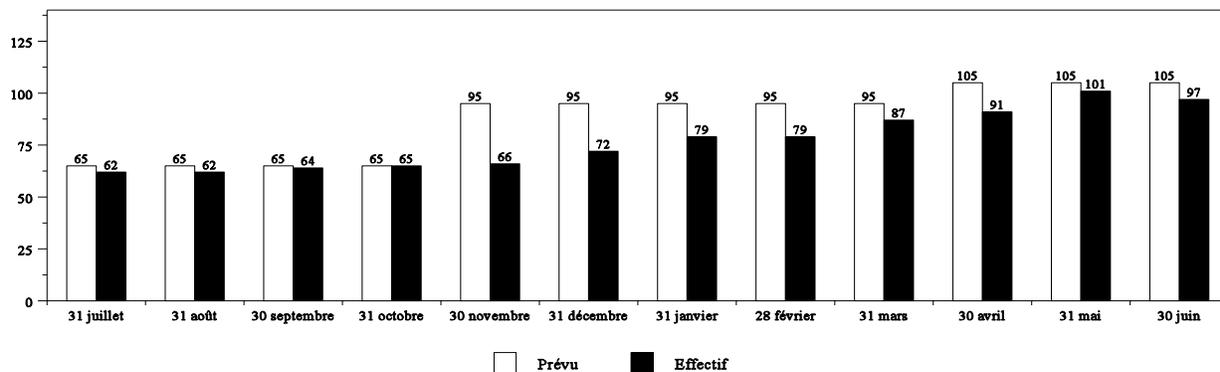
3. Police civile



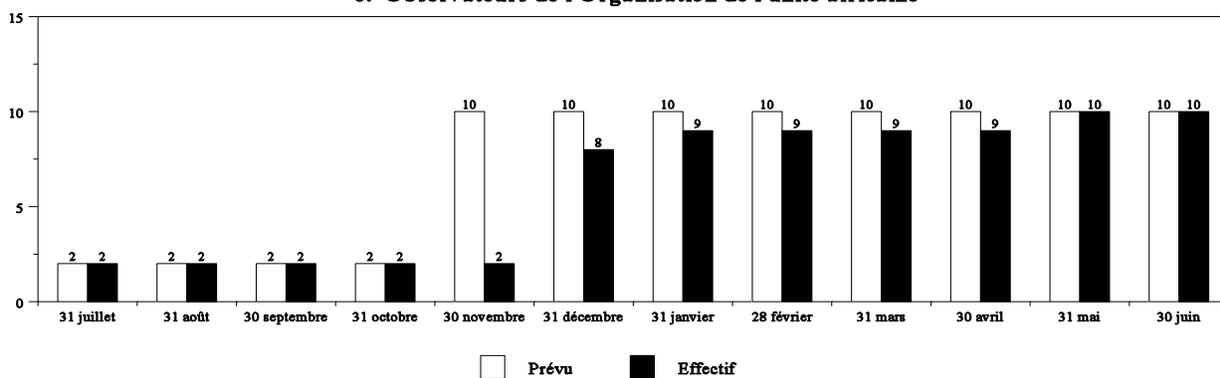
4. Personnel international



5. Personnel local



6. Observateurs de l'Organisation de l'unité africaine



Annexe IV

Montants répartis et dépenses pendant la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998